ELLE A, ENFIN, RENDU PUBLIC SON RAPPORT

Les 52 «griefs» de la commission Seddiki

La commission Seddiki de surveillance des élections locales du 29 novembre dernier a, enfin, accouché, de son fameux rapport, dont le retard accusé est loin d'être justifié.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ceci quoique le président de cette structure, Mohamed Seddiki, ait tenté, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, d'argumenter par le fait que cette élection, et contrairement à celle du 10 mai dernier, a concerné l'ensemble des communes et des wilayas du pays. Une simple «argutie» puisque le rapport final dont une copie a été rendue au président de la République et une autre le sera tout prochainement au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, est presque la copie conforme de celui rédigé à la fin des dernières législatives. Presque les mêmes griefs ressassés, les mêmes remarques une fois de plus relevées et les mêmes recommandations émises. Un document remake ou presque comme celui ayant sanctionné les législatives de l'année dernière, paraphé par quarante représentants de partis, quatre autres l'ayant signé avec des réserves au moment où un seul, l'ANR, a tout simplement refusé de l'approuver, sept autres représentants de partis restants ayant brillé par leur absence aux travaux de la commission. Sauf que cette fois-ci, Seddiki et compagnons ont «osé», dans la conclusion de leur rapport, mentionner des griefs au nombre de 52, relevés et de nombreuses autres remarques, parler «d'élections truquées qui ont perdu, de ce fait leur crédibilité».

Une «prouesse», s'enorgueillit presque Seddiki qui a, cependant, pris le soin de ne pas identifier le responsable derrière ces nombreuses «irrégularités» et ces «piétinements répétés de lois de la République». Ceci, pour ne pas donner la chance, se défendra-t-il, aux traditionnels ennemis «intérieurs et extérieurs du pays à l'effet d'exploiter ce rapport à des fins politiciennes. Surtout que, brandissant l'éventail de la main étrangère, poursuivra-t-il, que la guerre est à nos frontières». Ceci même s'il «s'oublie» en invitant le «système» à prendre acte de ce rapport car, selon lui, nous, au sein de la commission, nous ne briguons aucun poste et nous ne courrons après aucun privilège comme colporté ici et là. Nous voulons consacrer des pratiques saines à même de participer à la construction d'institutions fortes, ce qui ne saurait se concrétiser sans élections libres et transparentes». La commission mentionne au chapitre des griefs retenus contre l'administration, entre autres, des fichiers électoraux inaccessibles à cause de CD inopérationnels, du vote massif des corps constitués, de l'utilisation par certains partis de moyens publics dans la campagne électorale, de l'argent sale qui a coulé à flots, d'un encadrement insuffisant et peu qualifié de l'opération électorale, le non-respect de l'ordre des bulletins, l'inscription de personnes décédées sur le fichier électoral au moment où nombreux sont les citoyens, pourtant détenteurs de cartes électorales n'ont pu voter faute de présence sur les listes, la multiplicité dans l'inscription de nombreux électeurs, plus d'une procuration pour un électeur...

Photo : Samir Sid.

Seddiki ressasse les mêmes griefs.

Autant de «délits» dûment établis, affirmera Seddiki, pour qui le remède consiste par la prise en compte des recommandations de sa commission, dont, notamment, l'assainissement des listes électorales, la possibilité pour les partis de les consulter à souhait, la diminution des bureaux itinérants, le vote par procuration pour les corps constitués. Ceci outre l'allégement des dossiers de candidatures dont la suppression pure et simple de la nationalité, ou encore l'adoption d'un bulletin unique et la suppression du fameux quota pour les femmes et la diminution du seuil de 7% pour l'éligibilité,...

M. K.

ZONE INDUSTRIELLE

Vers une journée de contestation qui paralysera toutes les sociétés de raffinage

Les contestataires ne comprennent pas pourquoi les nouvelles mesures n'ont pas été renforcées par des moyens plus «évolués» tels que les scanners qui épargneront les longues heures de fouille au corps.

Amel Bentolba - Alger (Le Soir) - Après plusieurs jours de contestation au niveau de la zone industrielle d'Arzew et de Bethioua, où les travailleurs manifestent contre les nouvelles mesures de sécurité appliquées suite aux événements d'In Aménas et constatant que leurs préoccupations n'ont à ce jour pas été prises en charge, l'on apprendra que l'ensemble des travailleurs du complexe de production de la zone industrielle d'Arzew ont décidé d'une journée de protestation, la semaine prochaine, pour dénoncer les perturbations enregistrées à la suite de l'application de ces nouvelles mesures de sécurité.

Ce qui entraînera inévitablement la paralysie de toutes les sociétés de la raffinerie, la date sera fixée après concertation entre les travailleurs. Ce que ne cessent de dénoncer les travailleurs, ce sont les conditions d'accès à la zone qui leur sont devenues difficiles, causant une lenteur qui se répercute sur le travail au niveau de toutes les unités. Les contestataires ne comprennent pas pourquoi ces nouvelles mesures n'ont pas été renforcées par des moyens plus «évolués» tels que les scanners qui épargneront les longues heures de fouille au corps.

Le point dit P1 connaît depuis une dizaine de jours une cadence dense dans la circulation, dès lors que les travailleurs sont déposés à l'entrée pour y subir une fouille de corps avant d'être acheminés à bord de bus vers leur lieu de travail, alors que les employés qui effectuent le système du quart sont obligés de laisser leurs véhicules à l'entrée principale de la zone. D'ailleurs, c'est à ce niveau-là que les travailleurs ont bloqué la route de la zone entre le P1 et le P3. «Si nous avons eu recours à cette forme de contestation, c'est pour que nos responsables comprennent la difficulté dans laquelle nous nous engouffrons depuis l'instauration de ce nouveau système de sécurité, nous perdons chaque jour deux heures (une à l'arrivée devant la zone et une autre à la fin du travail). Le matin nous prenons le bus et nous devons descendre une fois arrivés devant le post de garde, de là nous devons marcher une centaine de mètres pour prendre un autre bus, sans oublier qu'entre-temps, nous sommes soumis à une autre fouille puis il faut "prier" pour qu'il y ait de la place dans les bus que nous reprenons à pied pour rejoindre nos unités sinon il faudra marcher. Trouvez-vous ces mesures logiques et évoluées ?» A propos des bus, leurs conducteurs se plaignent également du volume de travail en plus qu'ils doivent assurer depuis l'instauration des nouvelles mesures de sécurité. Ainsi la pression est maintenue par les travailleurs qui espèrent faire réagir leur tutelle durant la journée de grève qu'ils comptent entamer la semaine prochaine, si toutefois rien n'est décidé à partir «d'Alger» durant ce week-end.

Amel Bentolba

Simulation d'une attaque terroriste à Tizi-Ouzou

Que de bruits et de rumeurs les plus invraisemblables ont secoué Tizi-Ouzou, mardi en fin de journée jusqu'en début de soirée.En fait, il ne pouvait en être autrement tant le «spectacle» qui était offert aux Tizi-Ouzéens n'avait rien de banal. Cela incitait même à l'inquiétude et certains n'ont d'ailleurs pas manqué de l'exprimer.

Vers 18 heures 30, mardi dernier, partout à travers les quartiers de Tizi-Ouzou entre le centre-ville et la Nouvelle-ville jusque dans leurs entrailles, un impressionnant dispositif sécuritaire s'est soudainement mis en branle. Sans que rien ne le laisse présager, des policiers, des gendarmes, des pompiers et des ambulanciers étaient comme sur le pied-de-guerre contre un «adversaire» que personne pourtant n'arrivait à voir, donnant ainsi lieu à ce qu'il y a de plus inimaginable. Certains s'en sont donné à cœur-joie pour distiller leurs versions sans manquer d'exagération, comme ce gars d'un âge plutôt mûr, qui tenait de «sources sûres» qu'un faux barrage venait d'être dressé par des terroristes à l'une des sorties sud de la Nouvelle-ville. D'autres mettaient une grande conviction pour «informer» les badauds interloqués qu'un immeuble, où ont été localisés plusieurs terroristes, a été cerné par des militaires. Versions facilement «avalées» tellement le déploiement des services de sécurité avait de quoi impressionner. Après moult tentatives pour avoir le fin mot de l'histoire, il s'est avéré finalement que ce n'était qu'un exercice, une simulation grandeur nature, d'une opération engageant les divers corps des services de sécurité contre, notamment, une attaque terroriste.

M. Azedine

GRÈVE DE LA LAITERIE PUBLIQUE DE BIRKHADEM

Des quotas de poudre supplémentaires pour absorber la crise

Dans le cas où la grève entamée ce mardi par les travailleurs de la laiterie publique de Birkhadem sera prolongée, l'ONIL prévoit d'approvisionner immédiatement les autres unités de productions limitrophes afin d'absorber toute éventuelle pénurie.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La grève entamée ce mardi par les travailleurs de la laiterie publique de Birkhadem peut s'avérer complexe car elle y oppose trois parties : l'administration, les travailleurs et l'UGTA.

Les ouvriers de cette unité de Giplait qui réclament principalement des augmentations salariales et une amélioration des conditions de travail, ont décidé de faire l'impasse sur leur représentant officiel, c'est-à-dire la section UGTA de l'agroalimentaire, pour entamer une action de protestation.

Chose qui a d'ailleurs fortement déplu aux représentants de la Centrale syndicale de Sidi Saïd qui se sont positionnés contre cet arrêt de travail «soudain», sous prétexte que le citoyen sera le premier à subir une pénurie de lait en sachet subventionné par l'Etat.

La laiterie publique de Birkhadem qui produit environ 400 000 litres par jour, approvisionne la globalité du centre, de l'ouest algérois et une bonne partie de l'est de la capitale.

Ce mardi, les travailleurs de cette laiterie ont assuré la production matinale qui est de 200 000 litres avant d'observer un arrêt de travail, le soir. En conséquence, 200 000 autres litres (production du soir) ont manqué dans les étals des magasins, ce mercredi matin.

Contacté, le Directeur général de l'Office interprofessionnel du lait (ONIL), M.Messagh a fait savoir qu'une cellule de crise a été installée et que des dispositions immédiates ont été prises afin d'approvisionner d'autres laiteries publiques et privées, de quotas de poudre supplémentaires pour absorber toute éventuelle pénurie.

Hier, en fin d'après-midi, la direction de la laiterie de Birkhadem, les grévistes et les représentants de la section agroalimentaire de l'UGTA étaient toujours en conclave.

M. M.